

Malaisie : Point de situation au 5 mai

D'après CAA/SER

- **Contexte général avec notamment si vous disposez facilement de l'information, des éléments sur la situation sanitaire des personnes, les mesures de restrictions de déplacement sur le territoire et l'organisation mise en place au fur et à mesure de l'évolution de l'épidémie**

La Malaisie est un pays de 70 Mhab, PNB : 355 Md USD (37ème mondial), 11.000 USD/hab

Le gouvernement fédéral a imposé le confinement de la population et la fermeture des frontières pour deux semaines à compter du 18 mars. Ce confinement a été prolongé jusqu'au 12 mai Le 10 avril le Gouvernement a cependant annoncé la réouverture progressive de certains secteurs d'activités industrielles. **Depuis le 28 avril les autorités malaisiennes permettent aux entreprises de nombreux secteurs économiques** (industrie automobile, aéronautique, construction etc) de travailler à 100 % de leur capacité. Elles étaient limitées à 50 % de leur activité jusqu'à présent.

Depuis le 4 mai le travail est à nouveau autorisé pour la plupart des secteurs sous réserve de la mise en place des gestes barrières nécessaires. Certaines provinces, situées à Bornéo principalement, maintiennent cependant les mesures de restriction sauf pour les secteurs essentiels. Tous les travailleurs étrangers, environ 2,3 millions, doivent néanmoins subir un test de dépistage préalable à la reprise du travail. La mesure vise principalement les travailleurs temporaires du BTP notamment dormant dans des dortoirs collectifs.

La Malaisie compte au 5 mai 2020, 6.353 cas. Le nombre de nouveaux cas s'est stabilisé depuis le 24 mars à environ 150 nouveaux cas journaliers et depuis mi-avril à 100 nouveaux cas journaliers. La journée du 4 mai a connu 55 nouveaux cas et aucun décès.

- **Restrictions aux frontières pour les personnes avec une attention notamment sur d'éventuelles difficultés pour les chauffeurs en cas de transports terrestres ou au contraire si un corridor ou des facilités ont été prévues pour eux**

Les frontières sont fermées aux étrangers et depuis le 3 avril toute personne entrant sur le territoire est conduit dans l'un des 400 centres de quarantaine mis en place.

Un comité conjoint Singapour/ Malaisie a également été mis en place pour permettre l'exportation des marchandises alimentaires malgré la fermeture des frontières terrestres mise en place par les deux pays. L'approvisionnement de la cité Etat, quoique rendu plus difficile, a pu être maintenu, les chauffeurs concernés étant autorisés par dérogation à traverser la frontière dans les deux sens (300.000 personnes transitaient quotidiennement avant la double fermeture de la frontière).

- **Circulation des marchandises (import-export) avec notamment d'éventuels problèmes logistiques dont vous auriez connaissance : les bateaux avec containers venant de France qui seraient refusés ou au contraire les bateaux de marchandises qui auraient pour consignes de ne pas s'arrêter dans les ports français ou toute autre situation bloquant des marchandises (en précisant lesquelles)**

Les marchandises, notamment alimentaires, peuvent en principe être acheminées normalement. Cependant comme dans la plupart des pays de l'ASEAN, les mesures de confinement ont entraîné des difficultés de dédouanement et de circulation des marchandises notamment alimentaires du fait des barrages routiers et de l'absence du personnel nécessaire. Les ports sont encore très congestionnés, mais les autorités malaisiennes ont autorisé, pour quelques jours, le transport des marchandises jugées non essentielles pour permettre aux ports de fonctionner convenablement.

Un comité ministériel a été mis en place pour s'assurer de l'approvisionnement adéquat des populations en denrées alimentaires. Ce comité est présidé par le ministre du commerce international avec la participation du ministère de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire. On ne constate à l'heure actuelle aucune restriction ou difficulté d'approvisionnement dans les supermarchés.

L'armée intervient pour acheminer les produits alimentaires vers les zones les plus reculées.

Enfin, on note les volumes de marchandises transportées par bateau ont globalement fléchi de 40 % au départ et à l'arrivée de Malaisie.

- **Problématiques spécifiques à certaines filières (ex. problèmes d'écoulement de certaines productions, de gestion de coproduits (lactoserum, coproduits d'abattage...), tension sur l'approvisionnement en certains intrants...)**

En valeur relative, la restauration collective est le sous-secteur ayant perdu le plus d'emplois, - 35 %, suivi par la pêche, - 33 %, et l'agriculture, - 21 %. 50 % des journaliers ont perdu leur travail.

Les agriculteurs et les pêcheurs ont dû détruire ou abandonner des centaines de tonnes de produits agricoles et halieutiques en raison des difficultés rencontrées pour livrer à leurs clients du fait des barrages routiers, des fermetures de certains marchés et l'absence de main d'œuvre. La nécessité de moderniser le marché de gros de Kuala Lumpur à l'issue du confinement a été soulignée.

Les exploitations forestières et d'huile de palme ont obtenues de poursuivre leurs activités avec des effectifs réduits et d'écouler leurs produits, mais des restrictions à la production ont été imposées, en particulier à Sabah dans des plantations touchées par le Covid-19. Les taxes à l'exportation de l'huile de palme non raffinées ont cependant été réduites de 5 à 4.5%. **Les exportations malaisiennes d'huile de palme ont baissé de 41,7 % en glissement annuel pendant le premier mois de confinement (18 mars – 14 avril).** Les exportations de produits à base d'huile de palme ont, quant à elles, reculé de 34,8 % sur la période.

Le commerce en ligne et la livraison à domicile connaît un fort développement, + 500 à 600 % sur les sites existants avant la mise en place du confinement.

- **Mesures transversales de soutien à l'économie : gel de certaines charges, accès à la trésorerie, commande publique...**

En février 2020, la Malaisie a émis en urgence un premier plan de relance d'une valeur de 4,8 MdUSD pour contrer l'impact économique du coronavirus. A l'époque, les effets négatifs étaient principalement dus aux ruptures d'approvisionnement avec la Chine, premier partenaire commercial. Les mesures comprenaient principalement la restructuration et le rééchelonnement des prêts, des aides à la trésorerie sous forme de prêts pour les PME (360 M EUR et 200 KEUR/entreprise) et de microcrédits pour les TPE (36 MEUR), des réductions d'impôts pour le secteur touristique et les touristes nationaux, formation "digitale" des employés des secteurs touristiques, restauration et vente au détail, aide financière aux ménages les plus pauvres (40 EUR/ménage), 400 MEUR alloué aux petits travaux de maintenance des équipements publics notamment en zone rurale (route, logements, électricité, eau, etc.), 150 MEUR de prêts pour soutenir les investissements dans les startups et l'intelligence artificielle,

Le 27 mars, un plan plus ambitieux a été annoncé par le premier ministre. Son montant de 230 Md MYR (50 Md EUR) équivaut à 14 % du PIB, il comprend 25 Md EUR pour les ménages et 20 Md EUR pour les entreprises. Les aides financières réelles sous formes de prêts ou de dons sont néanmoins beaucoup plus limitées. Les aides financières réelles pour les ménages représentent 5 Md EUR et celles pour les entreprises 14 Md EUR. Le reste correspond notamment aux reports des échéances de remboursements bancaires et aux facilités de retrait des plans d'épargne retraite.

Le 6 avril un nouveau plan d'aides aux entreprises de 2.5 Md EUR a été annoncé. 5 millions de travailleurs et 700.000 PME et TPE pourraient bénéficier d'aides directes à raison de 700 €/entreprise, et jusqu'à 250 €/employé.

- **Mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire**

5 mesures liées spécifiquement au secteur agroalimentaire et aux zones rurales:

- Création d'un fonds de 1 Md MYR (250 M EUR) destiné à l'augmentation de la production agroalimentaire via des prêts aux PME (max 5 M MYR soit 1.25 M EUR/PME), durée 8 ans, taux 3,75% max); annoncé par Banque centrale dès le 27/02.
- Avancement au 1er avril du lancement du programme de 2 Md MYR (500 M EUR) pour la réalisation de petites infrastructures en zones rurales; 16/03.
- 165 M MYR (40 M EUR) pour des projets individuels liés à l'agroalimentaire; annoncé le 25/03; sans plus de précision.
- 1 Md MYR (250 M EUR) alloués le 27/03 au Fonds de Sécurité Alimentaire; sans plus de précision.
- Création d'un fonds de 8 M EUR pour faciliter la vente en ligne des produits de ces PME du secteur agro